



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

APRÈS UNE MOISSON CATASTROPHIQUE, LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION À LA RENCONTRE DE CÉRÉALISTES DANS LE CHER :

L'AGPB DEMANDE UN PLAN D'URGENCE POUR SOUTENIR LES CÉRÉALISTES

Mercredi 5 août 2020, Julien Denormandie, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, s'est rendu dans le Cher, sur une exploitation céréalière. A cette occasion, Eric Thirouin, Président de l'AGPB, au côté de représentants agricoles départementaux et régionaux ainsi que du Secrétaire Général de la FNSEA a fait part de la situation très difficile et des inquiétudes des céréaliers, à l'heure où les moissons s'achèvent.

Avec une production évaluée en deçà des 30 millions de tonnes pour le blé tendre, les céréaliers français vont vivre une campagne particulièrement tendue, peut-être l'une des pires depuis 30 ans. Venant après six années extrêmement difficiles qui ont déjà fortement pesé sur les revenus, ce contexte va accroître les difficultés des exploitations et mettre en péril un nombre significatif d'entre elles.

Lors de cette rencontre, le Ministre a pu constater la situation particulièrement difficile des céréaliers en zone intermédiaire et aborder la nécessité de prévoir des mesures spécifiques pour assurer la pérennité de l'activité agricole dans ces zones.

Face à une moisson catastrophique dans de nombreux départements, Eric Thirouin, Président de l'AGPB, a demandé l'adoption sans attendre d'**un plan de mesures exceptionnelles avec notamment la mise en place de cellules de crise dans les départements les plus impactés**, le déblocage du fonds d'allègement des charges, l'exonération de la taxe sur le foncier non bâti, l'allègement des charges sociale et une avance des aides de la PAC majorée à 80% au plus tard le 15 octobre 2020.

l'AGPB souhaite que ce plan d'urgence **s'accompagne de dispositifs pour permettre aux céréaliers d'être mieux armés face à l'ampleur croissante des aléas, avec l'application de l'omnibus pour baisser la franchise de l'assurance climatique à 20%**, et que face à la multiplication des impasses pour lutter contre les ravageurs biologique des cultures, les suppressions d'autorisation de produits phytosanitaires n'interviennent plus sans l'assurance de la disponibilité de solutions alternatives économiquement viables.

Plus globalement, alors que les discussions sur la future PAC s'amorcent, les céréaliers attendent une véritable politique pour accompagner de façon soutenable d'un point de vue économique et technologique la transition dans laquelle les céréaliers se sont déjà fortement engagés, avec une réelle prise en compte de la situation particulière des zones intermédiaires.

« Face à l'ampleur de la crise, des mesures doivent être prises pour éviter des réactions en chaîne, prioritairement dans les exploitations, et potentiellement dans toute la filière. Nous demandons au Gouvernement d'agir vite pour soutenir un secteur stratégique pour notre souveraineté alimentaire et l'économie de notre pays » alerte Eric Thirouin.